

Le Journal du Développement Durable

1^{er} février 2011

Gaz de schistes : Total se donne cinq ans pour décider

A Lacq, Total a mis en place un pilote de stockage de CO2 en ayant conduit une démarche d'information qu'il entend réitérer avec l'exploration des gaz de schistes. Le groupe pétrolier français titulaire du permis de recherche de Montélimar se dit surpris par la soudaineté de la polémique suscitée par la recherche de gaz de schistes. Confiant dans la technique de la fracturation hydraulique il prévoit de rentrer dans un processus d'information publique et de rapprochement du terrain.

« C'est dommage de susciter une inquiétude très forte alors qu'il n'y a pas encore de réponses à apporter aux questions posées ». Chez Total, on se dit surpris par la soudaineté de la polémique qui s'est propagée ces dernières semaines dans les régions concernées par les permis d'exploration de gaz de schistes délivrés en mars 2010 par le ministère de l'environnement. Il est vrai qu'à l'époque le groupe pétrolier avait rendu l'information publique mais l'info était plutôt passée inaperçue. Total est le titulaire exclusif du permis de Montélimar dans la Drôme, portant sur une zone de 4 300 km² dont il vient de demander l'extension vers le Nord. Le pétrolier indique que jusqu'à fin novembre début décembre, moment où la contestation a commencé à prendre corps, il n'a guère avancé sur ce dossier en raison du retrait de son partenaire américain Devon, le groupe étant à la recherche de nouveaux associés.

Cinq années d'exploration et d'études

Pour l'heure, les dirigeants temporisent : « nous sommes encore très en amont de l'exploitation. Si le gaz est présent de manière trop diffuse ce ne sera pas exploitable ». L'exploration va se dérouler en trois temps. La première phase qui devrait se terminer vers la fin de l'année est celle des « études géosciences ». Elles permettront de " voir si ces éléments confirment le potentiel ». La phase 2 sera celle de la validation technique, elle consistera notamment à partir de 2 à 3 forages conventionnels aux profondeurs voulues, environ 2 500 mètres, de confirmer les premières données. Viendra ensuite le temps de la validation économique. Il s'agira cette fois de vérifier le niveau d'exploitabilité du gisement en effectuant des forages horizontaux et en utilisant la technique de la fracturation hydraulique. Ce n'est qu'au terme de ce processus qui devrait durer jusqu'en 2015, la durée du permis de recherche étant de 5 ans, que la décision d'exploiter ou pas pourra être prise. Entre temps, le groupe pétrolier affirme qu'il aura conduit les études sur l'impact environnemental, celles concernant l'origine de l'eau utilisée pour la fracturation, sa récupération et son traitement. Il assure aussi que des études toxicologiques seront menées concernant les additifs utilisés pour éviter les frottements qui atténuent la puissance de l'eau sous haute pression lors de la fracturation.

Les énigmes de Gasland

Restent cependant les images du documentaire Gasland dont on reconnaît chez Total le caractère choc. Pour autant, les ingénieurs et techniciens s'interrogent sur l'origine des contaminations de la nappe phréatique. « On creuse trop profondément pour qu'il y ait des remontées jusqu'aux aquifères qui sont relativement proches de la surface » expliquent-ils en insistant sur le caractère horizontal et non pas vertical de la fracturation. Pour eux le problème ne se situe pas dans la technique elle-même, utilisée disent-ils depuis une dizaine d'années y compris « sur certains gisements conventionnels présentant des problèmes de perméabilité ». Ce serait plutôt dans la gestion des poches de rétention servant à stocker l'eau récupérée après la fracturation pour être traitée que pourrait se situer l'explication. Mais la contestation à laquelle sont confrontés les titulaires des permis de recherche porte aussi sur l'absence d'information et de concertation sur le terrain. La compagnie assure qu'un processus de concertation est prévu. Il sera conduit sur le modèle de celui mené à Lacq, dans les Pyrénées Atlantique, où elle finit d'exploiter un gisement de gaz naturel tout en ayant mis en œuvre un pilote de stockage de CO2. Sa démarche consiste à rencontrer les administrations, les institutions, les élus concernés, puis de se rapprocher du terrain y compris en participant à des débats publics. Les protestations ont conduit le groupe « à activer un peu les choses » confie-t-on à la direction, les premiers rendez-vous étant prévu pour la semaine prochaine.

Pierre Magnetto